



Les services du FMI achèvent une mission virtuelle de la cinquième et sixième revues de la facilité élargie de crédit avec la Guinée

- Les services du FMI et les autorités guinéennes ont abouti à un accord au niveau des services sur les cinquième et sixième revues combinées du programme de politiques économiques et financières appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) de trois ans.
- L'accord FEC vise à favoriser une croissance inclusive forte et généralisée et à réduire la pauvreté tout en préservant la stabilité macroéconomique. La croissance en 2020 dépasse les prévisions, le secteur minier faisant preuve d'une forte résilience, tandis que la croissance non minière continue d'être sérieusement entravée par la pandémie de Covid-19. Au fur et à mesure de la relance économique, des mesures supplémentaires, notamment la mobilisation des recettes fiscales, seront essentielles pour créer un espace budgétaire permettant d'accroître les investissements publics.

Washington : Une équipe du Fonds monétaire international, dirigée par Clara Mira, a mené une mission virtuelle du 23 septembre au 23 octobre 2020 avec les autorités guinéennes sur les cinquième et sixième revues combinées du programme économique et financier de la Guinée, appuyé par un accord de facilité élargie de crédit (FEC) de trois ans. Sous réserve de l'approbation de la direction du FMI, l'examen par le Conseil d'Administration du FMI devrait avoir lieu en décembre 2020. À l'issue des discussions, Mme Mira, cheffe de mission du FMI pour la Guinée, a émis la déclaration suivante :

« Les autorités guinéennes et les services du FMI ont abouti à un accord sur les cinquième et sixième revues du programme de politiques et de réformes économiques et financières soutenu par un accord FEC de trois ans. L'accord FEC vise à favoriser une croissance inclusive plus forte et généralisée et à réduire la pauvreté tout en préservant la stabilité macroéconomique. La performance au titre du programme appuyé par la FEC par rapport aux objectifs de fin décembre 2019 a été satisfaisante, tandis que certains objectifs de fin juin 2020 ont été manqués, en raison de l'impact de la pandémie et des mesures de riposte nécessaires qui en ont résulté. Les autorités sont en train de prendre des mesures correctives pour résoudre les problèmes sous-jacents. La plupart des réformes appuyées par le programme sont en cours de mise en œuvre.

« L'économie a progressé de près de 6% en 2019 et est en train de montrer une résilience inattendue en 2020, soutenue par une activité minière dynamique. En

conséquence, la croissance globale devrait dépasser 5% cette année, bien que le secteur non minier ait été gravement touché par la pandémie. L'inflation globale devrait revenir à un chiffre d'ici la fin de l'année, après avoir dépassé 10% plus tôt en raison de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des frais de transports liée à la Covid-19. En raison des dépenses du plan de riposte Covid-19, le solde budgétaire de base a accusé un déficit de 2,3% du PIB à fin juin 2020. Les réserves internationales brutes ont été maintenues à 3,8 mois de couverture des importations.

« Le plan de riposte des autorités appuyé par les partenaires au développement, y compris le décaissement au titre de la Facilité de Crédit Rapide du FMI en juin 2020, a contribué à atténuer l'impact de la pandémie. Alors que les restrictions liées à la Covid-19 s'assouplissent et que l'économie rouvre progressivement, il est essentiel de mobiliser des recettes fiscales supplémentaires - en particulier dans le secteur minier - et de réduire progressivement les subventions d'électricité non ciblées pour créer un espace budgétaire permettant d'accroître les investissements publics pour soutenir la croissance à moyen terme. Les filets de sécurité sociale devraient être renforcés davantage pendant et après la pandémie pour réduire la pauvreté et protéger les plus vulnérables. La viabilité de la dette devra être préservée en maintenant une stratégie d'emprunt prudente.

« La poursuite de la création de tampons externes et une plus grande flexibilité du taux de change renforceront la capacité d'absorption des chocs de la Guinée. À cette fin, la concurrence sur le marché des changes est en train d'être renforcée et une stratégie d'intervention fondée sur des règles pour la Banque Centrale a été finalisée.

« Le rétablissement des avances de la Banque Centrale au Gouvernement au niveau statutaire contribuera à freiner la croissance monétaire. Le maintien d'une politique monétaire prudente sera essentiel pour contenir l'inflation et une gestion plus active des liquidités permettra d'atteindre les objectifs de politique monétaire.

« Faire progresser les réformes pour améliorer la gouvernance et le climat des affaires soutiendra le développement du secteur privé et une croissance inclusive et généralisée. Des mesures visant à continuer de renforcer la gestion des finances et des investissements publics, ainsi que le cadre de lutte contre la corruption et le régime de LBC/FT, sont en cours de mise en œuvre, notamment à travers la publication prévue du formulaire de déclaration de patrimoine. »

L'équipe du FMI remercie les autorités pour les discussions productives.